

**18 septembre 1998, Sherbrooke**

**Allocution à l'occasion de l'ouverture du Conseil national du Parti Québécois**

Chers amis,

Laissez-moi vous parler de Sherbrooke. À Sherbrooke, au référendum de 1992 contre Charlottetown, les souverainistes ont gagné. À Sherbrooke, à l'élection de 1994 contre le Parti libéral, les souverainistes ont gagné. À Sherbrooke, au référendum de 1995 sur la souveraineté, les souverainistes ont gagné. À Sherbrooke, à l'élection fédérale de lundi dernier, les souverainistes ont gagné. Alors à Sherbrooke, on va continuer à se battre. À Sherbrooke, et partout au Québec. Vous savez, depuis un mois je fais le tour des régions, et ça fait plaisir de se plonger dans la réalité des gens, de leur parler et de les écouter.

Je suis premier ministre depuis deux ans et demi, et nous avons abattu un énorme boulot à Québec avec toute l'équipe parlementaire. Mais ça fait plaisir d'aller voir, sur le terrain, comment les choses changent, comment elles commencent à prendre forme. Et qu'est-ce qu'on voit, dans les villes et dans les villages, en cette rentrée de 98? On voit la réforme de l'éducation qui donne plus de pouvoirs aux parents dans les écoles. On voit l'impact du programme de départs à la retraite qui a permis à 9 000 jeunes enseignants de se trouver un emploi et d'apporter un souffle de jeunesse à l'éducation. On voit la nouvelle politique familiale qui crée, depuis deux ans, des dizaines de milliers de places de garderies à 5 \$. Les gens des milieux de l'éducation que je rencontre, surtout des cégeps et des universités, me disent qu'ils ont hâte que le Québec puisse réinvestir dans l'éducation. Je partage complètement leur point de vue. Moi aussi j'ai hâte. Je sais que Pauline a hâte. Je dirais même que s'il y en a un qui a encore plus hâte que les autres, c'est Jacques Léonard. Le compte à rebours vers le déficit zéro est bien engagé. Dans six mois et demi: finies les nouvelles dettes.

Alors je dis à nos amis du milieu de l'enseignement que nous voulons réinvestir, sous peu, chez eux. Mais cet argent, nous ne le prendrons pas dans la poche des jeunes du Québec. Ni en empruntant sur la carte de crédit des jeunes québécois, ce qui est la vraie définition du déficit. Ni en augmentant les frais de scolarité des jeunes. Si vous voulez augmenter les frais de scolarité ou le déficit, c'est facile : votez libéral ! On voit plein de choses dans les régions du Québec. On voit les projets du Fonds de lutte contre la pauvreté, on voit les projets de l'Économie sociale, qui donnent des milliers d'emplois nouveaux. On constate que la clause d'appauvrissement zéro a sécurisé des dizaines de milliers de ménages qui n'ont pas la capacité d'accéder au marché du travail. On constate la popularité d'une des mesures de la réforme de l'aide sociale de Louise Harel, où les prestataires qui se trouvent un emploi touchent une somme de 500 \$ pour leur permettre de partir du bon pied et payer leurs frais de retour au travail.

Et on constate que, depuis que nous avons été élus, il y a 100 000 personnes de moins à l'aide sociale. 100 000 personnes qui sont sorties du piège de la pauvreté. On me parle beaucoup d'emploi, pendant cette tournée. Et je suis content de pouvoir annoncer, à presque chaque étape, des investissements nouveaux et des emplois nouveaux. Comme nous l'avons fait jeudi à Montréal avec Robert Perreault, en annonçant 1500 emplois dans les centres d'appel. Et on sent, un peu partout au Québec, à Montréal et dans la capitale nationale, la reprise de l'emploi, la relance de l'économie, le retour de l'optimisme. Plus de

80 Carrefours-Jeunesse emploi sont maintenant en opération pour aider, sur mesure, les jeunes à trouver un emploi, revenir aux études ou créer leur propre entreprise. Le plan d'action jeunesse d'André Boisclair permettra d'ajouter encore des outils aux jeunes du Québec.

Dans cette tournée, on me parle beaucoup de santé, c'est sûr. On me dit : la réforme de la santé a été dure. C'est vrai: nous avons dû la faire pendant qu'Ottawa nous enlevait 7 000 000 000 \$ de budget en santé et alors que nous devions nous-mêmes arrêter d'endetter le Québec. Bien sûr que c'était dur. On me dit: la réforme de la santé a été rapide. C'est vrai: nous avons dû la faire en quatre ans, alors que le gouvernement libéral qui nous a précédé savait qu'il fallait la commencer il y a huit ans. Bien sûr que c'était rapide. Il nous fallait rattraper le retard. Nous aurions donné notre chemise pour la faire en quatre ans de plus et avec 7 000 000 000 \$ de plus. Mais on ne nous a pas donné le choix. Et nous l'avons fait. Et nous l'avons fait avec un capitaine d'une compétence exceptionnelle, Jean Rochon.

Mais la réforme a inquiété beaucoup de gens. À tel point que celles et ceux qui utilisent les services de santé sont surpris, lorsqu'ils vont à l'urgence, à l'hôpital ou au CLSC. Ils sont surpris parce qu'ils sont satisfaits de la qualité des services. Le collègue des médecins a d'ailleurs admis cette semaine que la réforme était nécessaire et qu'elle avait préservé la qualité des soins. Quand je parle à ceux que je rencontre dans mes tournées, ils sont surpris d'apprendre que les salles d'urgences du Québec sont nettement moins encombrées maintenant qu'avant la réforme. Quand nous avons pris le pouvoir, un Québécois sur quinze séjournait à l'urgence pendant plus de 48 heures. Aujourd'hui, c'est un sur trente. On a réduit ce problème de plus de moitié, et on continue. Ils sont surpris d'apprendre qu'on a plus que doublé les budgets pour les soins à domicile et que l'attente pour une place d'hébergement de longue durée est sensiblement plus courte qu'avant. C'est parce que nous avons ajouté 1 200 places d'hébergement de longue durée, que nous sommes en train d'en ajouter 900 autres, en priorité pour nos aînés. Ce qui s'additionne à tout un train de mesures pour aider le logement et l'hébergement des aînés du Québec.

Les gens me disent – beaucoup de femmes en particulier – que le virage ambulatoire a parfois pour effet d'alourdir la tâche des familles et des femmes. Il faut ajuster la réforme au cours des mois qui viennent en investissant en priorité dans l'augmentation des services à domicile et pour l'expansion de ce qu'on appelle le répit-dépannage. Il s'agit des places en hébergement qui permettent de prendre en charge temporairement des patients à domicile lorsque le besoin s'en fait sentir. Les sommes pour ces services sont déjà prévues. Mais on me dit: il faudrait investir plus. Jean Rochon est d'accord. Je suis d'accord. C'est pourquoi, dès cette année, avant même d'atteindre le déficit zéro, le budget de la Santé a augmenté de 4 %, donc de 500 000 000 \$ de plus que l'an dernier.

Les Québécois ne sont pas les seuls à dire qu'il faut faire plus en santé. À Saskatoon, le mois dernier, les premiers ministres de toutes les provinces, dont les budgets de santé ont tous été coupés, comme le nôtre, par le fédéral, en ont fait leur priorité. On savait tous qu'à Ottawa, il allait y avoir un surplus budgétaire dès cette année. Alors, unanimement, le Québec et toutes les provinces ont demandé à Ottawa de faire sa part en santé, d'annuler au moins une partie des coupures qu'il nous a infligées ces dernières années. Cette semaine, Jean Chrétien a dit Non. Il a dit Non à tous les premiers ministres, à tous les ministres de la Santé. Il a surtout dit non à tous les usagers des services de santé du Québec et du Canada.

Est-ce qu'il a dit Non parce qu'il n'a pas encore de surplus? Au contraire. Il nage dans les surplus. Lundi, Jean Chrétien a révélé que, depuis 15 mois, il avait 20 000 000 000 \$ de surplus. Et il nous a appris que, ces 20 000 000 000 \$, il a décidé, tout seul, de les utiliser pour rembourser la dette canadienne. Depuis 15 mois, donc 20 000 000 000 \$ de nos impôts, de nos taxes et de nos cotisations d'assurance-emploi étaient disponibles, mais pas un sou pour la santé, pas un sou pour les chômeurs. La dette publique d'Ottawa, c'est important.

Mais la dette d'Ottawa envers les patients, Jean Chrétien s'en fiche. La dette d'Ottawa envers les chômeurs victimes de la réforme de l'assurance-emploi, Jean Chrétien s'en fiche. Il a promené son livre rouge, partout, l'an dernier, en promettant qu'un dollar sur deux des surplus allait servir à réparer ses erreurs en santé et ailleurs. Il s'est fait élire sur la foi de cette promesse. Il vient de briser sa promesse aux Québécois et aux Canadiens. En cachette, sans en parler, il a tout mis sur le remboursement de la dette. Quand un journaliste a fait remarquer à un des stratèges de Jean Chrétien qu'il rompait sa promesse, le stratège a répondu: « who cares? ». Jean Chrétien a brisé sa promesse de réinvestir en santé plus vite encore qu'il n'avait brisé sa promesse d'abolir la TPS. Who cares? 20 000 000 000 \$, il y en a un quart qui nous appartient. Imaginez, ce qu'on aurait fait avec ça, comme réinvestissement en santé, en éducation, en baisse d'impôt, notamment pour la classe moyenne.

La façon dont le gouvernement Chrétien gère notre argent aujourd'hui, contre le vœu de l'électorat, contre ses engagements, contre la demande unanime du Québec et des provinces, c'est proprement scandaleux. En plus, Jean Chrétien a dit Non, jeudi, à la demande unanime du Québec et des provinces d'avoir un droit de retrait avec pleine compensation lorsque le fédéral cherche à envahir nos compétences. C'est ça le fédéralisme canadien : les provinces sont unanimes, et le fédéral dit Non. En fait, je trouve intéressant de noter que le seul fédéraliste qui ne demande pas à Jean Chrétien de mettre de l'argent dans la santé, c'est Jean Charest. C'est bizarre. Lorsqu'il était chef conservateur, il disait, et je le cite: « Monsieur Bouchard, comme Monsieur Harris, comme Monsieur Filmon, comme Monsieur Klein, sont obligés de gérer les coupures unilatérales d'Ottawa ».

L'an dernier, Jean Charest disait: c'est Jean Chrétien qui est responsable des coupures. La semaine dernière, il disait: le fédéral n'a rien à voir là-dedans. C'est comme s'il s'alignait complètement sur les messages d'Ottawa. Le Canada refuse de rétablir le financement de la santé, il n'a rien à dire là-dessus. Il est devenu muet. Je note aussi que, jeudi, Jean Chrétien avait un conseil très clair à donner à ceux qui veulent réformer le fédéralisme. Jean Chrétien leur a dit, et je cite : « C'est facile, si vous voulez décider de ce qui se passe au Canada, faites-vous élire premier ministre du Canada ». C'est clair. Il vient de dire à Jean Charest que, s'il veut sauver le Canada, il s'est trompé d'adresse. Il y a quand même quelque chose de pathétique dans la façon dont Ottawa traite les fédéralistes du Québec. Jean Chrétien a mis tout son poids pour pousser à Québec l'ancien chef du Parti Conservateur.

Et maintenant qu'il nous l'a envoyé, regardez comme il le traite. Il ne le consulte pas. Il envoie des lettres qui le contredisent. Il déclenche des partiels dans son comté contre son gré. Il lui dit qu'il ne pourra pas changer le Canada. Depuis quelques mois, les faiseurs d'image de Monsieur Charest avaient tout un problème. Alors ils ont pensé proposer quelque chose de sérieux. Quelque chose d'économique. Un grand discours-choc, où il démontrerait la supériorité de sa pensée économique. Ils ont regardé le budget de Bernard Landry, et ils ont cherché ce qu'ils pourraient bien critiquer. Il paraît qu'ils ont cherché tout l'été! D'abord ils

ont vu que, dès cette année, le gouvernement du Parti Québécois réduit nos impôts de 500 000 000 \$, surtout de ceux qui gagnent moins de 50 000 par année. Ils ont vu que, dès cette année, le gouvernement du Parti Québécois exonère d'impôt 200 000 familles à revenus modestes. Ils ne pouvaient pas proposer ça, on le fait déjà. Puis ils ont vu qu'on a déjà prévu de donner un bon coup de main aux petites et moyennes entreprises en réduisant de 12 % les taxes sur la masse salariale d'ici un an et de la réduire d'au total 37 % d'ici deux ans. C'est la baisse de taxes à l'entreprise qui aura le plus d'impact positif sur l'emploi. Toujours pour créer de l'emploi, ils ont vu qu'on donnait un congé fiscal de cinq ans pour les nouvelles entreprises. Ils ne pouvaient pas le proposer, on le fait déjà.

Alors ils découvrent, dans le budget, que nous avons prévu deux milliards \$ sur cinq ans pour que la SGF attire de grands investisseurs étrangers dans toutes les régions du Québec et crée de l'emploi, 75 000 emplois. Alors les faiseurs d'image se disent: deux milliards \$ ? Quelle aubaine! 75 000 emplois? Aucune importance. On va promettre de prendre l'argent et de le distribuer en baisse d'impôt. Le problème, c'est que Monsieur Charest et ses conseillers ne savent pas lire un budget. Ils pensaient que c'était deux milliards \$ de surplus, mais ce sont deux milliards \$ d'actifs. Monsieur Charest, en économie, est un apprenti-sorcier. À sa première sortie économique, il a promis de créer, par inadvertance, un déficit de deux milliards \$. Sans s'en rendre compte. Et il est en train de se mettre au niveau du grand héritage économique que nous ont légué les libéraux au cours de leur dernier mandat. On va prendre quelques instants pour regarder ça ensemble.

Je voudrais que vous dépliez la feuille que vous avez sur votre table et sur laquelle on a mis quelques chiffres relativement faciles à mémoriser. Alors... tout le monde l'a ? On peut commencer. Je vais vous poser quelques questions: D'abord, sur l'emploi : Pendant le dernier mandat de cinq ans du Parti libéral du Québec, au grand total, sans rien oublier, les libéraux ont créé combien d'emplois ? Zéro. Combien? Zéro. On nous dira que ce n'est pas juste, parce qu'il y avait une récession pendant leur mandat. Alors il faut les comparer au reste du Canada. Au Canada, pendant ces cinq années, plus de 200 000 emplois ont été créés. Alors je vous pose la question: quel pourcentage des 200 000 emplois canadiens est-ce que les libéraux ont-ils créé pendant leur dernier mandat? 0 %. Combien? 0 %.

Vous voyez, le Parti libéral, c'est le parti de l'emploi zéro. Comparons maintenant la performance de ces génies de l'économie avec la performance d'un parti social-démocrate, le Parti Québécois. Au cours des quatre dernières années, depuis notre élection de septembre 1994, sous le gouvernement du Parti Québécois, combien d'emplois ont été créés? 180 000 C'est pas mal, 180 000 chômeurs de moins, et 100 000 assistés sociaux de moins. Mais on nous dira que ça ne compte pas, parce que nous sommes en croissance économique, alors il faut nous comparer avec le reste du Canada. Je vous pose la question depuis l'élection du Parti Québécois, les emplois créés au Québec représentent quel pourcentage des emplois créés au Canada ? 20 % Savez-vous quelle est la dernière fois qu'un gouvernement du Québec a créé au moins 20 % des emplois au Canada ?

Ce n'était pas pendant le récent gouvernement du libéral Daniel Johnson. Ce n'était pas pendant le dernier mandat de Robert Bourassa. Ce n'était pas pendant l'avant-dernier mandat de Robert Bourassa. Non, pour retourner dans le temps et trouver un autre gouvernement du Québec qui a créé au moins 20 % des emplois au Canada, il faut remonter au dernier mandat du Parti Québécois, au dernier mandat de René Lévesque. Voilà les

chiffres sur l'emploi. Ils ont créé 0 % des emplois au Canada, nous sommes partis de ce chiffre, nous en avons créé 20 % depuis notre élection, et, avec nos partenaires du sommet économique, nous avons fixé l'objectif de rejoindre notre juste part de 25 %, en trois ans. Nous sommes sur la bonne voie. Mais pour créer de l'emploi, il faut des investissements.

Il faut faire augmenter les investissements. Pendant le dernier mandat libéral, les investissements privés au Québec ont chuté de 19 %. Ils ont chuté trois fois plus vite qu'ailleurs au Canada. Ça c'est la politique libérale du laisser-faire, c'est la politique du laisser-aller, c'est la politique du « on s'en lave les mains ». C'est la politique de Jean Charest. Quand on laisse-faire, il s'en fait de moins en moins. Depuis notre élection, on ne laisse pas faire. Bernard Landry a une stratégie active, dynamique pour attirer les investissements, notamment avec la SGF. Et les investissements privés au Québec ont augmenté de 32 % depuis notre élection. Depuis trois ans, ils augmentent plus vite que dans le reste du Canada et, cette année, ils augmentent presque deux fois plus vite que dans le reste du Canada.

C'est ça, un gouvernement du Parti Québécois qui a une stratégie économique, qui agit, au Québec et dans le monde, pour attirer, épauler, favoriser l'investissement, grâce à des outils comme la SGF que les libéraux voudraient abandonner. Il y a un dernier constat sur la feuille qu'on vous a distribuée. La gestion des finances publiques. Les libéraux, on le sait, ont acculé le Québec à la ruine et ont doublé la dette des Québécois. On le voit bien dans toutes ses déclarations depuis six mois, le chef du Parti libéral du Québec ne croit pas vraiment au déficit zéro. Il ne croit pas vraiment que c'est notre devoir de laisser aux jeunes québécoises et québécois autre chose que des dettes. Dès son arrivée, il a dit le fond de sa pensée: repoussons donc le déficit zéro d'un an. Endettons-nous encore un peu. Envoyons des factures aux jeunes. La semaine dernière, il a commencé à distribuer l'argent public du Québec à gauche et à droite : 1 000 000 000 \$ pour éliminer la taxe sur le capital, et 2 000 000 000 \$ disparus par erreur.

Mes amis, ça nous a pris quatre ans à réparer les erreurs économiques des libéraux, ils nous promettent maintenant de recommencer les mêmes erreurs. Les femmes et les hommes du Québec doivent savoir aujourd'hui que Jean Charest serait dangereux pour l'économie et l'emploi du Québec, dangereux pour notre compte en banque collectif, dangereux pour tout ce qu'on a péniblement construit depuis quatre ans. Dangereux même pour la formation professionnelle. Vous savez que grâce à la loi du gouvernement du Parti Québécois qui fait en sorte que les entreprises consacrent 1 % de leur masse salariale à la formation, le nombre d'entreprises qui forment leurs employés a été multiplié par six. Six fois plus qu'avant! Jean Charest veut abolir tout ça, et revenir au laisser-faire et au laisser-aller.

Vous connaissez tous des jeunes familles qui profitent des garderies à 5 \$, parce que le Parti Québécois a institué ici, au Québec, le régime de garderies le plus généreux en Amérique du Nord. Le chef du Parti libéral promet de revenir en arrière, il veut mettre tout ça en péril. Et il est dangereux pour les jeunes. Pas seulement parce qu'avec lui, la spirale de l'endettement du Québec recommencerait, ou parce qu'il veut augmenter les frais de scolarité. Mais aussi parce qu'il vient de proposer une nouvelle forme de discrimination contre les jeunes. La semaine dernière, le chef du Parti libéral a proposé de s'attaquer aux jeunes prestataires de l'assurance-emploi. Vous savez comme c'est déjà difficile, pour les jeunes et les autres travailleurs qui cotisent à l'assurance-emploi, d'obtenir des prestations. Lui veut que ce soit encore plus difficile. Il propose de réduire les prestations des jeunes chômeurs, mais pas les

autres, s'ils refusent de participer à des programmes de formation. Inciter les jeunes à se former, nous sommes pour, c'est ce que nous faisons dans la réforme de l'aide sociale. Mais l'aide sociale n'est pas une assurance à laquelle on cotise. C'est une aide directe de l'État, payée par les citoyens. Il n'y a aucune raison de faire de discrimination entre les chômeurs plus jeunes et les chômeurs plus âgés. Aucune.

Ce que Jean Charest propose aujourd'hui, c'est une nouvelle clause orphelin, une nouvelle discrimination contre les jeunes. Le gouvernement du Parti Québécois va légiférer contre les clauses orphelins pour ceux qui travaillent, on ne laissera pas Jean Charest les instituer pour ceux qui chôment! Les Québécoises et les Québécois se rendent compte que nous avons beaucoup fait, ensemble, depuis quatre ans. Ils se rendent compte que le gouvernement du Parti Québécois, c'est du solide. C'est du solide pour l'économie, pour l'emploi, pour nos finances collectives. C'est du solide pour l'aide à la petite enfance, pour les garderies, pour l'appauvrissement zéro, l'allocation-logement et l'assurance-médicaments. C'est du solide pour les groupes communautaires, à qui l'État donne annuellement 300 000 000 \$. C'est du solide pour la formation et pour l'éducation. Les femmes et les hommes du Québec savent que nous avons pris des décisions parfois difficiles, pour le bien public. Ils ont vu que nous savions être responsables. Ils ont vu que nous ne cédions pas aux lobbies et aux corporatismes. Ils savent que nous défendons les droits du Québec face à Ottawa.

Avec Jacques Brassard, nous avons obtenu une victoire sur la main-d'œuvre, que les libéraux n'ont jamais obtenue. Nous avons obtenu une victoire sur les commissions scolaires linguistiques, que les libéraux n'ont jamais obtenue. Nous participons à la plus grande coalition de provinces pour le droit de retrait avec compensation, ce que les libéraux n'ont jamais réussi à faire. Notre bilan, nous avons raison d'en être fiers. Le Parti a produit une brochure très claire et très parlante: « On se donne des nouvelles », sur laquelle on voit la photo d'un jeune homme souriant. Vous qui retournez voir les électeurs et les électrices dans vos régions, comme je le fais avec les ministres et les députés ces jours-ci, faites partager cette fierté d'avoir, enfin, à Québec un gouvernement responsable, qui a nos intérêts à cœur.

Et maintenant que ce gouvernement a réussi, avec les Québécois, à remettre le Québec sur ses rails, il se propose d'être tout aussi responsable pour redistribuer les fruits de nos efforts: dans la santé et dans l'éducation, en baisse d'impôt, notamment pour la classe moyenne, et en investissements pour l'emploi. C'est ça le choix qui se présente à nous. Un an avant l'élection du Parti Québécois, un ministre important du gouvernement libéral, monsieur Gérald Tremblay, donnait une description aussi lucide que désolante de ce qu'avait signifié le régime libéral. Dans un communiqué, il écrivait, et je le cite: « Les groupes d'intérêt, de plus en plus nombreux, sont devenus extrêmement puissants et forcent, à tort, l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécoises et des Québécois sont ignorés ». Fin de citation. Et c'était parce qu'il pensait ne pas pouvoir changer cette situation déplorable, que ce ministre libéral annonçait qu'il renonçait à diriger le PLQ.

Nous, en quatre ans, nous avons changé cette situation. Et tous les lobbies savent que nous n'avons qu'un maître: l'intérêt du Québec, l'intérêt des femmes et des hommes d'ici. Et nous avons remplacé le régime des lobbies du Parti libéral, nous l'avons remplacé par la concertation entre Québécois: concertation entre les entreprises, les syndicats, les groupes communautaires, les villes et les jeunes. Nous avons mis les composantes de notre société, pas devant leurs intérêts particuliers, mais devant leurs responsabilités collectives et leurs

intérêts communs. Ce qui a donné le succès de nos deux sommets économiques, de Québec et de Montréal, le succès de notre sommet sur l'agriculture, avec Guy Julien, de notre sommet sur la lecture et le livre, avec Louise Beaudoin. Ce qui a donné aussi le succès de nos missions économiques à l'étranger, où participaient les représentants de la diversité québécoise. Cette concertation a permis à Paul Bégin, cette semaine, de dévoiler un plan d'action de dix ans pour la gestion des matières résiduelles, où les pouvoirs publics, les entreprises commerciales, les entreprises d'économie sociale et les citoyens travailleront ensemble pour que notre génération soit la dernière à jeter sans se préoccuper du lendemain. Nous voulons laisser aux jeunes un Québec plus écologique que celui dont nous avons nous-mêmes hérité. Et la concertation québécoise qui a été la clé de notre succès au niveau national, nous sommes en train de la reproduire dans chaque localité, sur tout le territoire, dans les Centres locaux de développement.

En concertation, nous appelons les forces municipales, d'affaires, syndicales, communautaires, coopératives et agricoles, et des représentants des jeunes, à œuvrer de concert pour l'emploi, partout au Québec. On note même que dans cette nouvelle formule rassembleuse, il y a deux à trois fois plus de femmes que dans les anciens lieux de décision sur le développement local. Déjà, grâce au travail de Guy Chevrette et de son équipe du ministère des Régions, 70 de ces CLD sont à l'œuvre et une trentaine d'autres s'ajouteront d'ici un mois. Au cours des prochaines semaines, les CLD vont concevoir, puis publier leurs Plans locaux d'action concertée pour l'emploi, avec des objectifs chiffrés, concrets, de développement économique. Ils le feront aussi en lien avec les Centres locaux d'emploi. Comme jamais auparavant, les décideurs locaux auront tous les instruments, ceux de la formation et ceux du développement, pour faire reculer le chômage. Et nous pourrons ainsi mobiliser toutes les forces du Québec pour l'emploi. Le chef libéral, lui, a annoncé qu'il allait abolir les CLD. Finie la concertation nationale et locale. Fini le ministère des Régions. Il tourne le dos au modèle québécois rassembleur que nous construisons. Il se limitera à consulter les lobbies qui ont leurs entrées au Parti libéral. À mesure que le temps passe et que les libéraux dévoilent leurs positions, on voit bien que l'enjeu de l'élection, ce sera un enjeu de fond, un choix de société. Lorsque le temps sera venu de demander aux Québécoises et aux Québécois leur verdict électoral, il y aura deux visions de l'économie.

D'un côté, il y aura la vision libérale du laisser-faire et du laisser-aller, à la merci des forces du marché, qui a mené le Québec, il y a quatre ans, à l'échec et au chômage. C'est la recette de l'emploi zéro. C'est la vision libérale des lobbies habituels qui prennent, seuls, sans concertation, les décisions économiques. La vision libérale traditionnelle qui puise dans les fonds publics pour les mauvaises raisons, qui creusent des déficits et qui endettent les futures générations. De l'autre côté, il y a la vision active du Parti Québécois, d'attraction et d'aide à l'investissement, pour créer l'emploi et la richesse au Québec. Une vision qui inclut tous les acteurs sociaux et économiques dans le développement du Québec local, régional et national. La vision d'un gouvernement rassembleur, qui allie la concertation et l'action pour l'emploi, qui déteste le gaspillage de fonds publics, qui résiste aux lobbies et qui n'a qu'un objectif: le bien-être des Québécois, la défense de leurs droits. C'est le choix, finalement, entre se prendre en mains, ou se laisser ballotter par le courant.

Moi je crois que les femmes et les hommes du Québec ont pris le goût de s'occuper de leurs affaires. Ils ont pris le goût d'avoir un budget équilibré pour assurer l'avenir de leurs enfants. Ils ont pris le goût de l'ambition en matière économique et sociale. Ils ont pris le goût de

l'ambition en matière politique et internationale. Cette ambition, c'est nous qui l'incarbons, nous du Parti Québécois. C'est pourquoi nous voulons réunir les conditions gagnantes de la grande ambition du Québec: la souveraineté. Et, vous savez quoi? Les conditions gagnantes ont commencé à apparaître, une à une. En 1995, plusieurs avaient hésité à voter Oui, parce qu'ils avaient peur du déficit du Québec souverain. Eh bien, le Québec souverain n'en aura pas de déficit. En 1995, plusieurs avaient hésité à voter Oui parce qu'ils avaient peur qu'un Québec souverain n'ait pas les moyens de financer nos programmes sociaux, notre solidarité nationale. Eh bien, le Québec a désormais les moyens de se payer sa solidarité sociale, sans emprunter sur le dos des jeunes.

En 1995, plusieurs hésitaient parce qu'ils n'étaient pas certains que le Québec avait le droit de faire la souveraineté. Eh bien, la Cour suprême du Canada vient de déclarer à la face du monde, que le mouvement souverainiste québécois est parfaitement légitime et qu'un référendum gagnant nous donnera le droit de réaliser le projet du Québec. En 1995, plusieurs hésitaient parce qu'ils n'étaient pas certains qu'Ottawa et les autres provinces allaient négocier avec le Québec après un Oui. Eh bien, la Cour suprême vient d'ordonner au Canada et aux provinces de négocier de bonne foi avec le Québec après un Oui. Et elle nous demande en plus de négocier la question des droits des minorités, pas seulement au Québec, mais les droits de la minorité francophone du reste du Canada.

Nous pouvons donc dire à tous les francophones du Canada que nous ne les abandonnerons pas. Nous serons leur plus grand défenseur, à la table de négociation, pour le respect de leurs droits. En voilà, des conditions gagnantes. La relance économique du Québec, l'augmentation de l'emploi, en est une autre. Depuis le référendum, nous avons construit, en quelque sorte, l'infrastructure de la souveraineté. Nous avons donné au Québec des bases plus solides, pour que le choix des Québécois se fasse en position de force. Mais il y a une condition préalable, c'est la réélection.

Nous n'avons pas complètement terminé notre travail. Nous apportons les derniers ajustements aux réformes. Nous donnons un élan décisif à nos projets de création d'emplois. Nous sommes en train de changer d'état d'esprit. Depuis deux ans, nous avons fait, collectivement, un effort colossal et nous nous sommes concentrés sur cet effort.

Maintenant que nous sommes au seuil de la réussite, il faut se tourner vers de nouveaux défis.

Maintenant que nous avons restauré les fondations, nous allons pouvoir construire.

Maintenant que nous avons prouvé que nous pouvons nous fixer des objectifs ambitieux et les atteindre, comme le déficit zéro et nos grandes réformes sociales, nous allons offrir aux Québécoises et Québécois de nouveaux objectifs ambitieux, plus positifs, plus emballants.

Et, parmi eux, il y aura le plus emballant de tous : la souveraineté.

Merci.